



Chronique de la guerre ordinaire : le massacre de Jebellein (décembre 1989)

L E document, dont on va lire de très larges extraits, est l'œuvre d'un journaliste soudanais, qui a réussi à se rendre à Jebellein quelques jours après le massacre. Son reportage met en lumière certaines dimensions peu connues de la guerre au Soudan, qui a commencé en 1983, mais qui s'est considérablement développée après 1986.

L'existence d'un tel texte manifeste d'abord une prise de conscience de journalistes et d'intellectuels soudanais, qui sont sortis de Khartoum pour essayer de rendre compte de la situation réelle des populations affectées par la guerre. Dans un pays où toute la vie politique est concentrée dans la capitale, cette évolution mérite d'être soulignée, d'autant qu'elle contribue à remettre en cause l'attitude traditionnelle, hautaine et paternaliste des intellectuels et des politiciens — quelle que soit leur appartenance politique — vis-à-vis des populations rurales. C'est la publication, il y a quatre ans, d'un rapport sur le massacre de El Deien rédigé par deux universitaires de renom (1) qui a servi de déclic car, pour la première fois, le gouvernement a été interrogé sur ses responsabilités dans la création de milices, sur son incapacité à les contrôler ainsi que sur le développement de l'esclavage dans le sud-Kordofan et le sud-Darfour. Mener une telle enquête exige, plus que jamais, un courage certain : l'un des rédacteurs de ce premier texte, Ushari Ahmad Mahmud, a été arrêté quelques jours après le coup d'État militaire du 30 juin 1989 et est toujours détenu sans qu'aucune charge n'ait été requise contre lui.

L'intérêt de ce document ne s'arrête pas là. En premier lieu, il met l'accent sur des aspects souvent minimisés dans les guerres civiles : les déplacements de population et les nouveaux rapports de domination que crée une soudaine précarité. Depuis l'extension des combats à une majeure partie du sud-Soudan, les mouvements de population n'ont cessé de croître. Il s'agit de fuir les zones de guerre mais aussi les exactions de l'armée gouvernementale ou de la SPLA (Armée populaire de libération du Soudan) conduite par J. Garang. En effet, cette dernière utilise à l'occasion des méthodes aussi expéditives que l'armée qu'elle combat. Dans la guerre soudanaise, on insiste sur l'importance des catégories ethniques ou raciales mais on occulte d'autres aspects souvent fondamentaux, comme la domination économique et les rapports, privilégiés ou conflictuels mais toujours très inégalitaires, avec l'appareil d'État, aspects auxquels ce journaliste accorde une grande importance.

Cette enquête montre aussi le décalage important qui peut exister entre la violence exercée et les revendications politiques qui sont censées lui donner une cohérence ou une finalité. Ce massacre n'est directement lié ni à la shari'a, ni aux revendications de la SPLA. Mais deux questions se posent alors. Pourquoi un tel déchaînement de haine meurtrière ? Qui a rendu possible de telles exactions en fournissant armes et munitions ? Il n'y a aucune référence, dans l'histoire de cette zone, à une animosité quelconque entre les deux protagonistes, Sabha et Shilluk. Il faudrait alors invoquer, à cause des déplacés, un soudain déséquilibre démographique qui pèserait sur des ressources limitées ou un nouveau climat psychologique, entretenu par certains militaires ou notables de la région, qui assurerait l'impunité à toute action de « représailles » contre des Sud-Soudanais. Contrairement à l'opinion courante défendue dans les cercles sud-soudanais, il n'est pas sûr que les milices soient de simples appendices de l'armée gouvernementale, même si cette dernière leur fournit (souvent contre monnaie sonnante et trébuchante) des armes et des munitions. Souvent de tels groupes existaient bien avant la guerre, notamment chez les nomades (les Sabha ne se sont sédentarisés qu'en partie depuis les années soixante). Peut-être vaudrait-il mieux analyser leur existence dans le contexte d'une militarisation rampante qui a été dynamisée par le retour d'anciens militaires, démobilisés à partir de 1985-1986, et qui ont joué un rôle charnière pour l'approvisionnement en armes et en munitions grâce à l'appui de secteurs de l'armée et du gouvernement. Jamais, durant la première guerre (1955-1972), un tel niveau de militarisation n'avait été atteint dans ces zones frontalières du nord et du sud-Soudan (2). De cette situation émergent deux conséquences

(1) U.A. Mahmud, S.A. Baldo, *Al Dein Massacre. Slavery in the Sudan: Human Rights Violations in the Sudan 1987*, Khartoum, 1987.

(2) A. Saeed, *The State and Socio-economic*

Transformation in the Sudan: the Case of Social Conflict in Southwest Kordofan, Ph. D., University of Connecticut, 1982.

F. Deng, *A Man Called Deng Majok*, London, Yale University Press, 1986.

importantes : de pareils massacres sont de plus en plus probables (3) et il sera difficile de désarmer ces milices, quel que soit alors le gouvernement en place.

Les responsabilités de l'État soudanais sont donc majeures, bien qu'il ne soit pas directement l'auteur de telles tueries. La déliquescence de l'appareil d'État est un phénomène trop général pour valoir comme explication. La décision de fournir des armes à des tribus « amies » a été prise par le gouvernement intérimaire (1985-1986), qui suit le renversement de Nimeyri ; elle s'est considérablement développée les années suivantes, grâce à l'engagement personnel du Premier ministre Sadeq al-Mahdi et a pris force de loi avec le régime militaire après juin 1989. Il s'agissait bien sûr de freiner l'avancée de la SPLA, mais aussi, de s'assurer du soutien de populations rurales alors que, dans les villes, les gens restaient indifférents ou hostiles à une poursuite de la guerre. Cette politique a d'ailleurs suscité des réserves importantes dans l'armée et constitua l'une des causes de l'ultimatum des militaires à Sadeq al-Mahdi en février 1989. Une des raisons invoquées, qui apparaît en filigrane dans ce document, était le risque de voir cette militarisation provoquer une fragmentation sociale qui se répercuterait au sein de l'armée (60 à 70 % des soldats sont originaires du Darfour ou des monts Nuba et sont donc plus « Africains » qu'« Arabes »...).

Enfin, certaines expressions qui apparaissent dans ce texte mériteraient de longs commentaires. Il faudrait noter l'insistance sur le fait que la région de Jebellein est historiquement partie intégrante du pays shilluk et que la population autochtone en a été chassée par les « Arabes ». Cette remarque (exacte par ailleurs) fait référence à un thème nouveau dans le discours politique sudiste : les Sud-Soudanais sont les premiers habitants du Soudan, les Arabes ne sont que des envahisseurs (quelquefois, Khartoum est présentée comme une ville africaine qu'il faut réinvestir et libérer). L'affirmation que les Sud-Soudanais sont des citoyens comme les autres et qu'ils font tourner l'économie du pays vise aussi à contester certains stéréotypes nordistes du Sud-Soudanais qui font de lui « un attardé, plus ou moins abruti par la mérisa (bière locale) » auquel on dénie le droit de s'installer dans les villes du nord. Cette affirmation entend surtout poser les problèmes sociaux et politiques en termes de citoyenneté. L'accent mis sur l'arabité des tueurs illustre cependant la flexibilité ou la fragilité de cette approche...

Gabriel Lamarche

(3) Amnesty International, Soudan. *Violations des droits de l'homme dans le contexte*

de la guerre civile, Paris, Éditions francophones d'Amnesty International, 1989.

La zone

Jebellein est une petite ville sur la rive est du Nil avec une population d'environ 10 000 personnes. Elle est située dans la province du Nil blanc dans le centre du Soudan. Ses habitants sont des commerçants ou forment des communautés agricoles. Cette région fait partie du pays shilluk, bien que les Shilluk aient été submergés par une importante migration de l'ouest et par l'installation de tribus pastorales arabes, depuis les années 1920 jusqu'à nos jours. Les quelques Shilluk, qui ne vivent pas au sud-soudan et restent dans cette zone, sont confinés sur la rive ouest du Nil blanc. Jusqu'au milieu du siècle passé, le territoire shilluk atteignait presque Kawa à 50 miles au nord de Kosti. Aussi, lorsque des groupes de Shilluk déplacés [par la guerre] arrivèrent par milliers, ils ne se trouvèrent pas complètement en pays étranger. Jebellein, comme toutes les autres villes de la province du Nil blanc situées en dehors des zones de guerre, abritait un nombre important de déplacés, originaires des différentes tribus du Sud. Les Burun, Dinka, Nuer et Shilluk en constituaient la fraction la plus importante. Ces déplacés travaillaient dans les exploitations agricoles ou effectuaient de menus travaux, leurs femmes et leurs enfants s'employaient comme domestiques. Comme les Shilluk représentaient près de 3 000 personnes, ils avaient établi leur quartier à la bordure est de la ville et environ 2 000 d'entre eux y vivaient. Près de 1 000 autres résidaient dans la ville.

Le motif

Le 28 décembre 1989 au petit matin, le propriétaire d'une exploitation agricole, résidant dans le village Ummkueka où vivent des Arabes Sabha, partit avec son frère en camion vers Jebellein qui est située à une dizaine de km au sud. Il allait y chercher quelques ouvriers agricoles shilluk, qu'il avait déjà embauchés, pour récolter le sorgho de son exploitation. Ils arrivèrent à huit heures dans la ville et se rendirent directement dans le quartier shilluk où vivaient ces manœuvres. Le propriétaire y rencontra ses employés qui lui dirent qu'ils étaient encore en train de fêter Noël, mais que c'était le dernier jour et que, dès le lendemain, ils reprendraient le travail. L'agriculteur tenta de les effrayer en invoquant la police mais ils ne voulaient pas bouger et on en resta là. Cependant, bien qu'ils fussent d'accord pour reprendre le travail le jour suivant, la discussion prit une tournure plus agressive. Un des ouvriers agricoles accepta fort mal les critiques de l'agriculteur qui les accusait d'être saouls et une bagarre éclata entre eux. L'agriculteur était un Sabha et des jeunes Sabha, qui passaient par là, se mêlèrent à la bagarre. L'exploitant agricole et son frère furent blessés durant la mêlée. Ce dernier fut touché mortellement à la tête avec une hache. Lorsque l'agriculteur reprit conscience, il repartit vers son village sans aller se plaindre à la police ni même récupérer le corps de son frère.

La police arriva rapidement sur les lieux et, avec l'aide du chef local, James Ronuyo, arrêta les coupables au nombre de huit. Le chef James déclara aussi : « *J'ai dû empêcher le policier Youssif de les tuer sur le*

champ. » Ces huit personnes furent donc arrêtées et, généralement, les Shilluk estimèrent le problème réglé car ils croyaient que la justice allait suivre son cours normal. Aussi, chacun reprit ses occupations avec un état d'esprit de fête. Beaucoup de Shilluk d'autres villes de la région du Nil blanc passaient aussi les vacances de Noël avec des parents à Jebellein.

Le massacre

La ville de Jebellein est située entre une rangée de collines à l'est et le Nil au sud. La route principale entre le nord et le sud-Soudan est un chemin de terre traversant les collines et la ville. Trois heures après la mort de cet agriculteur, huit camions *Austin* et *Bedford* remplis d'hommes en armes et deux tracteurs poussant des chariots sur lesquels on avait monté des fusils automatiques arrivèrent à Jebellein. Les hommes que ces véhicules transportaient possédaient des armes automatiques, principalement des G-3 allemands et des AK-47 soviétiques ainsi que des fusils 142 mm. Ils entourèrent le quartier shilluk, rendant impossible toute fuite vers les collines proches ou les buissons. Les seules issues possibles, la route et la ville, étaient aussi surveillées par des hommes armés. Ils commencèrent à mettre le feu aux cabanes et, dans le même temps, tirèrent de façon indistincte sur tous les habitants du quartier. Jeunes et vieux, femmes et enfants furent tués de la manière la plus barbare, comme si les Arabes Sabha avaient perdu toute humanité. Des bébés encore au sein eurent la gorge tranchée alors que d'autres étaient jetés dans des cabanes en flammes. Des enfants de deux et cinq ans furent décapités ; des femmes enceintes ainsi que de jeunes enfants furent éviscérés. C'était un génocide dans son moment le plus horrible. Les assassins vérifièrent que personne n'avait survécu. Un groupe de Shilluk essaya de s'organiser avec des lances mais c'était vain contre des armes automatiques.

Ceux qui purent s'enfuir allèrent vers le poste de police. Un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants (environ 500 personnes) s'étaient regroupés sur la place, autour du bâtiment de la police. Bien qu'il fussent venus se mettre sous la protection des policiers, ceux-ci leur prirent leurs lances, leurs bâtons et leurs haches, tout en les assurant que rien ne leur arriverait. Les miliciens arabes, qui les avaient suivis, restaient à une centaine de mètres, craignant une réaction de la police ; ils tiraient au-dessus des têtes des réfugiés en espérant provoquer leur fuite précipitée et pouvoir ainsi les attraper comme à la chasse. Mais les leaders des réfugiés encourageaient vivement les gens à ne pas céder à la panique et à ne pas se disperser : « *C'est exactement ce qu'ils veulent nous voir faire afin de nous tuer un par un* » leur disaient-ils.

Un milicien arabe vint au poste et repartit avec le sergent-chef Juma Rahal, un Nuba Khulfan, qui commandait la police à ce moment-là (le lieutenant, qui est le véritable responsable, prétend qu'il était parti chercher des renforts de l'armée mais on dit qu'il s'était enfui sous l'effet de la peur). Ils discutèrent puis le policier revint sur la place où les réfugiés se blottissaient les uns contre les autres. Il demanda s'il y avait

des Nuba parmi eux. Il n'y en avait pas. Il demanda alors aux Burun de se mettre de côté et aux Shilluk, Nuer, Dinka de rester groupés. Il n'y avait que six policiers au poste, tous armés d'AK-47. Dès que le sergent-chef Rahal eût séparé les Burun des autres, il se dirigea vers l'autre côté. Jusqu'alors il n'y avait pas eu un coup de feu. Soudain, le policier Youssif et son collègue Hamad se retournèrent vers les Shilluk, l'arme au poing. Youssif lacha vers la foule terrorisée une première rafale dont on vit les impacts sur cette masse humaine congestionnée. A nouveau, la voix des leaders se fit entendre et les gens se reprirent sans paniquer. Mais les collègues de Youssif tirèrent une seconde fois sur les réfugiés qui perdirent ce qui leur restait de sang froid. La fuite panique était exactement ce qu'attendaient les miliciens Sabha ; les gens qui fuyaient vers le Nil furent hâchés par les rafales des fusils automatiques, des mitrailleuses et d'autres armes automatiques.

70 personnes furent touchées ou se noyèrent en tentant de traverser le Nil. Très peu atteignirent en fait la rive ouest. Beaucoup de ceux qui réussirent à gagner le Nil ne survécurent qu'en retournant sous l'eau vers le rivage : ils se cachèrent dans les jacinthes et les roseaux du Nil en maintenant juste les narines hors de l'eau. Durant toute la journée à Jebellein, les Shilluk furent poursuivis et tués comme s'il s'agissait d'une chasse. Des Arabes inspectèrent la rive du Nil et trouvèrent un Shilluk qui s'y était dissimulé : celui-ci eut vite la gorge tranchée. La ville entière était jonchée de cadavres. De nombreux bons citoyens de Jebellein cachèrent des Shilluk chez eux durant toute la durée du massacre.

Vers 5 h de l'après-midi, juste avant le crépuscule, des Arabes Sabha d'un autre village situé à 10 km au nord de Jebellein prirent leurs armes et se rendirent sur l'île Mosran au milieu du Nil. A cet endroit est installé un vieux village shilluk qui a été fondé il y a plusieurs siècles. Les Arabes après avoir appris que des Shilluk avaient tué des [un] Arabes Sabha, avaient répandu le bruit que ces derniers étaient en guerre contre les Shilluk qui devaient tous, hommes, femmes et enfants, être tués où qu'ils se trouvent. Un messager fut envoyé chez un Arabe Taisha qui vivait parmi les Shilluk pour lui demander de quitter l'île avec toute sa famille. Après son départ, les miliciens arabes encerclèrent le village et commencèrent à tirer et à tuer tout ce qui bougeait. Ensuite, ils mirent le feu aux cabanes et se disposèrent à leur entrée, prêts à abattre quiconque essaierait d'en sortir. « *Je ne voulais pas périr brûlée vive, aussi je me suis précipitée dehors préférant mourir d'une balle. J'en reçus trois* » raconte, à l'hôpital de Kosti situé à 200 km de là, une femme qui survécut malgré des blessures à la cuisse, à la poitrine et à l'épaule. C'est un crime de génocide qui fut perpétré dans le village de l'île de Mosran. En voici le bilan : 52 morts, 4 rescapés, puisqu'absents du village au moment du drame. Quatre autres personnes, laissées pour mortes, n'étaient que blessées ; ce qui porte le nombre de survivants à huit.

A Jebellein, la curée des Shilluk continua jusqu'à la nuit tombée du 28 décembre. Vers 8 h du soir, les fusillades cessèrent et tout redevint calme et paisible. A cet instant, ceux qui s'étaient cachés durant toute la journée dans les roseaux du Nil sortirent du fleuve en serrant les jeunes enfants qu'ils avaient réussi à emporter avec eux dans leur fuite.

Les policiers, avec l'aide de Haoussa africains et des Shilluk rescapés ramassèrent les cadavres éparpillés dans la ville (un homme dit que cela lui rappelait la chasse des chiens après une épidémie de rage : tous les chiens abattus étaient collectés de la même façon pour être jetés dans le Nil). Les corps étaient disposés en rangs à proximité du poste de police. Mais, vers minuit, les miliciens arabes revinrent à nouveau dans quatre camions ; les Shilluk se réfugièrent encore dans le Nil et nagèrent jusqu'à être en sécurité. Il faisait nuit et il n'y avait aucun moyen de les repérer. D'ailleurs, le motif de leur présence n'était pas très clair car ils repartirent presque immédiatement.

Le second jour

Le vendredi 29 décembre au matin, la police demanda à ceux qui avaient fui sur l'autre rive durant la nuit de revenir, en les assurant que tout allait bien. Très peu retournèrent, beaucoup rejoignirent la route principale et prirent les camions pour Kosti. Les policiers demandèrent aux Shilluk qui étaient revenus d'identifier les dépouilles. D'après ceux-ci, les cadavres étaient disposés en rangées qui entouraient complètement le poste de police, malgré la grande superficie de la place où était construit le bâtiment. Les policiers dénombrèrent 1 017 corps (mille dix-sept). Ce chiffre est confirmé par tous les Shilluk qui aidèrent à l'identification des victimes et au transport des corps au moment de leur mise en terre, plus tard dans la matinée. (La police modifia après quelque temps complètement ce décompte et réduisit le nombre des victimes à 200.)

Les policiers choisirent un site pour enterrer les morts ; celui-ci était à environ 200 mètres du quartier shilluk dévasté mais de gros rochers séparaient les deux endroits. On amena sur cette place une pelle mécanique, qui creusa une fosse commune de 10 m sur 4 m et d'une profondeur de 1 m à 5 m. Elle en creusa ensuite une seconde, puis une troisième. Six camions apportèrent les corps. 500 cadavres furent entassés, en rangs, les uns sur les autres, dans la première fosse commune puis la pelle mécanique la recouvrit avec de la terre. La seconde excavation, qui était de taille moyenne, accueillit 300 cadavres et la dernière qui était la plus petite, 170 corps. Comme de nouvelles victimes avaient été retrouvées dans des quartiers de la ville, la pelle creusa cinq autres fosses où l'on déposa chaque fois entre 12 et 15 morts. D'autres victimes furent enterrées individuellement au cimetière public situé de l'autre côté de la ville.

Dans l'après-midi du vendredi 29 décembre, un détachement de l'armée et de la police venu de Renk (sud-Soudan) arriva à Jebellein. Il était sous les ordres du major Obworo Chol qui est un Shilluk. Tout le monde fut surpris de trouver à Jebellein le commandant de la garnison de Renk qui était censé se rendre à Khartoum ; celui-ci reprit rapidement le commandement du détachement. Le projet du major Obworo était de poursuivre les miliciens afin de les désarmer et de les arrêter mais il en fut empêché par son supérieur hiérarchique qui était lieutenant-colonel. Une demi-heure plus tard, alors que les officiers débat-

taient encore des actions à entreprendre, un convoi militaire arriva à Jebellein. Il était dirigé par le commandant de la garnison de Kosti (région Centre), qui avait le grade de général de brigade. Ce dernier rejeta également l'idée du major Obworo Chol de poursuivre et de désarmer les Arabes Sabha en faisant valoir que ceux-ci étaient très bien armés. Le major Obworo mit alors en cause le rôle d'une armée effrayée par quelques groupes tribaux. Le général l'accusa de tribalisme. Il affirma, lors d'une réunion sur la sécurité tenue à Jebellein, que le major Obworo était venu avec l'intention de poursuivre les Arabes Sabha et de venger les Shilluk. Il ajouta que tous les soldats du détachement venu de Renk avec le major Obworo Chol étaient des Shilluk. Ce dernier fut rappelé une semaine plus tard au quartier général de l'armée et il fut sanctionné.

Les autorités locales hébergèrent temporairement dans des écoles environ 600 Shilluk qui avaient survécu au massacre et leur fournirent la nourriture. Cette sollicitude des autorités et des habitants de la ville n'était pas due à de la sympathie ou aux traumatismes que les rescapés avaient vécus mais simplement au désir de voir les Shilluk reprendre au plus vite leur travail dans les exploitations agricoles. Ils ne devaient pas quitter Jebellein. Plus de 70 personnes, essentiellement des femmes et des enfants, furent admis à l'hôpital de Kosti ; près de la moitié d'entre elles ne survécurent pas à leurs blessures.

Durant cette période, on apprit aussi l'existence d'autres massacres de Shilluk dans des fermes isolées. Des patrouilles de l'armée et de la police se rendirent sur les lieux et trouvèrent les corps entassés et carbonisés de travailleurs agricoles Nuer ou Shilluk, qu'on avait abattus puis brûlés avec de l'essence. Une patrouille de l'armée arrêta un groupe d'Arabes armés qui allaient incinérer les dépouilles de 14 personnes assassinées. Le nombre total de victimes de tels actes est supérieur à 130. A la fin janvier, 45 cadavres putréfiés de travailleurs agricoles Nuer furent découverts par un détachement de police du Haut-Nil qui traversait des fermes de cette région.

Un village shilluk, situé à 15 km de Jebellein, échappa au massacre parce que trois soldats, qui gardaient une carrière de chaux à proximité, avaient été invités par les anciens du village durant les fêtes de Noël pour garantir l'ordre et la paix et qu'ils tirèrent en l'air au moment des danses. Ces déflagrations convainquirent un groupe de miliciens arabes, qui s'approchaient du village pour en massacrer les habitants, de faire demi-tour car ils pensèrent que d'autres Sabha des villages voisins étaient déjà en train de le faire. Les patrouilles de l'armée et de la police ont jusqu'à présent arrêté 60 Arabes Sabha et confisqué quatre camions ainsi qu'un tracteur et une charrette qui ont été utilisés lors du massacre de Jebellein. Les huit Shilluk, qui avaient été arrêtés, dès le début, pour leur implication dans le meurtre du frère de l'exploitant agricole, ont échappé à la mort puisqu'ils étaient restés dans la cellule du poste de police. Ils furent transportés à Kosti avec les 60 miliciens arabes.

Le 2 janvier 1990

Le gouvernement admit pour la première fois que des heurts tribaux avaient eu lieu mais minora délibérément le nombre des victimes. Il annonça que 185 personnes avaient été tuées à Jebellein et 16 autres sur l'île de Mosran. Il évalua le nombre de blessés envoyés à Kosti à seulement 35 au lieu de la centaine effective (dont près de 30 % ne survécurent pas à leurs blessures). Lorsque je visitai l'hôpital de Kosti, je découvris qu'il n'y avait que trois vieillards avec des blessures par balles ou causées par des haches dans la section chirurgicale pour hommes ; chez les femmes, dans la section chirurgicale, il n'y avait que trois jeunes filles dont deux avaient dû être amputées d'un membre. Les autres patients, au nombre de 40, tous blessés par balles, étaient des femmes et des enfants. Ils étaient hébergés dans des salles provisoires construites par *Concern Ireland* [Organisation non-gouvernementale]. La literie, les matelas, comme la nourriture étaient fournies par *Concern*. Cependant, ces patients me dirent qu'un nombre équivalent de personnes avaient été renvoyées le jour précédent pour conserver un chiffre peu élevé de blessés car une délégation gouvernementale était attendue à l'hôpital. Quelques-unes d'entre elles, que nous trouvâmes chez des parents, ne pouvaient même pas marcher à cause de leurs blessures. D'autres avaient été touchées à l'abdomen mais ne paraissaient pas avoir reçu le moindre traitement.

Le 6 janvier 1990

C'est après la mention du massacre sur les ondes de la radio rebelle [la SPLA] et dans les médias internationaux qu'apparurent les premiers signes d'une inquiétude dans les milieux officiels. Le vice-président du Conseil de commandement révolutionnaire, le général Zubeir Mohammed Saleh, visita le lieu du massacre à Jebellein. Il était accompagné par le gouverneur de la région Centre. Zubeir fut ennuyé de voir trois officiers militaires Shilluk discuter avec deux Européens de *Concern* et leur demanda de ne pas évoquer ces événements à l'extérieur du pays car « cela nuirait à notre image à l'étranger ». Il tint des réunions séparées avec les Shilluk rescapés et avec les chefs arabes de Jebellein, durant lesquelles il exigea la plus grande retenue. Le gouverneur de la région centre encouragea les shilluk à reprendre leur travail dans les fermes et demanda aux habitants de la ville et aux autorités locales de reconstruire le quartier shilluk qui avait été dévasté. Le gouverneur, qui a son franc parler et qui est sans complexe, expliqua lors d'une réunion avec les Shilluk qui avaient survécu au massacre : « c'est la marissa (bière locale) que vous buvez qui vous est montée à la tête et qui a réveillé les mauvais esprits dans votre cœur »... les mots les plus compatissants qu'il eût pu prononcer.

Le 7 janvier, le vice-gouverneur de la région du Haut-Nil, Mango Ajak, arriva à Jebellein et tint une réunion avec les autorités locales. Durant celle-ci, il souligna le fait que tous les citoyens soudanais étaient libres de se déplacer où ils le désiraient à l'intérieur du Soudan. Il se

référa à l'interdiction notifiée aux Shilluk rescapés de quitter la ville et ajouta que leur présence était vitale pour la période en cours car ils devaient témoigner devant une commission d'enquête de cinq membres que le gouvernement venait de nommer. Ce dernier avait aussi créé un comité de réconciliation afin de neutraliser les Shilluk et de discuter du prix du sang à payer par les Arabes pour ceux qui avaient été assassinés à Jebellein. Une réunion d'intellectuels Shilluk à Khartoum, tenue sous les auspices de ce comité de réconciliation, rejeta avec mépris toute idée d'indemnisation et demanda que la loi soit appliquée en arrêtant, désarmant et jugeant les coupables. Ils expliquèrent que c'était le Reth [roi Shilluk] qui, seul, pouvait négocier et conclure des accords pour tout ce qui concernait la tribu shilluk, y compris l'indemnisation pour des personnes tuées.

La situation est calme à Jebellein. Les Shilluks rescapés, qui étaient logés dans des écoles, ont été contraints de retourner dans des habitations détruites partiellement par le feu puis hativement restaurées avec de la chaume par les habitants de la ville et les autorités locales. Les cabanes où des corps avaient brûlés, laissant une marque de graisse indélébile sur le sol, furent rasées par un bulldozer. Entre temps, la population shilluk a continué à se réduire, malgré toutes les attentions officielles. Lorsque nous avons traversé Jebellein une seconde fois, en retournant de Renk vers Khartoum, le 11 janvier, moins de 300 Shilluk vivaient encore dans cette ville. Souvent, ils demeurent encore sous le choc d'un grand traumatisme et restent dans un état second. Ils quitteront sans doute ces lieux dès qu'ils auront repris un peu d'assurance. Environ 700 d'entre eux sont déjà installés à Kosti, alors que certains sont allés à Renk, au Sud-Soudan. D'autres, plus nombreux, se sont dispersés, recherchant jusqu'à Khartoum des parents. Chacun de ces rescapés a perdu tous les membres de sa famille, ou des frères, des sœurs, des proches. Dans certains cas, ce sont des familles entières qui se sont éteintes...

G. Obat